



## FRANCE

## Le supplice d'une ministre engluée dans des polémiques sans fin

Si Macron soutient officiellement Amélie Oudéa-Castéra, l'entourage du chef de l'Etat se demande « comment » elle « peut tenir » à son poste

Le ton est devenu presque suppliant. Ce jeudi 25 janvier, Amélie Oudéa-Castéra, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des Jeux olympiques et paralympiques, est venue à Orléans parler mixité et inclusion des femmes dans les filières professionnelles et le sport. L'ancienne championne de tennis est décrite comme épuisée par les polémiques qui s'accroissent depuis sa nomination, le 11 janvier. Chacune de ses sorties publiques est une épreuve guettée par les médias. Va-t-elle, à nouveau, déraiper ? Cette fois, l'énarque tente de mettre fin à son supplice, implorant, face au micro qui se tend devant elle : « Jugez-moi sur mon action de ministre. »

Dotée d'un portefeuille stratégique pour Emmanuel Macron, qui a fait de l'éducation nationale son « domaine réservé » et la grande priorité de son second quinquennat, elle se sait surveillée. Matignon observe ses déplacements afin de jauger l'ampleur des potentiels troubles causés par ses faux pas auprès de la communauté éducative. Qualifiée par Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU, de « ministre de l'évitement », Amélie Oudéa-Castéra tente de se faire oublier. Officiellement, la ministre a le soutien du chef de l'Etat, qui lui a réitéré sa confiance, lors de la conférence de presse du 16 janvier et lors de ses vœux au monde du sport, le 23 janvier. Mais, officieusement, un conseiller de l'Elysée se demande « comment ça peut tenir ». « Elle s'accroche », constate l'ancien athlète Tony Estanguet, président du comité d'organisation des JO de Paris.

## « Ça feuilletonne »

Conscients du péril qui la vise, cin-

quante dirigeants de fédérations sportives ont pris la plume, samedi 27 janvier, pour apporter leur soutien à l'ex-joueuse française. « Nous vous conseillons de prendre le temps de la découvrir », plaident les signataires dans cette tribune publiée sur le site de *La Tribune*, en s'adressant à la « communauté éducative ». Ils la présentent comme une « ministre efficace », qui « place toujours l'intérêt général au cœur de ses décisions ».

Mais le temps pourra-t-il tout effacer ? Le camp présidentiel note que, ces derniers jours, Amélie Oudéa-Castéra a elle-même envenimé les controverses la visant. Quelques heures à peine après sa nomination surprise à la tête de ce superministère, elle réagit aux révélations liées à la scolarisation de ses enfants à l'école privée Stanislas à Paris. Faisant fi des consignes données par Matignon, elle entre volontairement « dans le champ personnel » pour justifier son choix en évoquant « un paquet d'heures » de cours qui « n'avaient pas été remplacées » dans l'école publique fréquentée auparavant par ses enfants. « Moi et mon mari (...), on en a eu marre », lance-t-elle aux côtés de son prédécesseur, désormais premier ministre, Gabriel Attal, qui se mord les lèvres. Un mensonge, dénonce l'opposition – l'enseignante visée a ensuite assuré ne pas avoir été absente. La ministre charge injustement l'école publique que le chef du gouvernement avait tenté, pendant ses cinq mois Rue de Grenelle, de cajoler.

Amélie Oudéa-Castéra s'excuse, puis se justifie, le 16 janvier, lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale en parlant de « souvenirs datant de quinze ans » et de ses « valeurs de maman » qui, selon elle, ont été atta-

quées. Mais l'affaire la poursuit. Chaque jour ou presque, une nouvelle révélation la fragilise un peu plus, portant à chaque fois sur l'établissement Stanislas, accusé d'homophobie par diverses associations, sur les classes non mixtes fréquentées par ses garçons ou sur le système de contournement de Parcoursup, dont son fils aîné a bénéficié. « Ça feuilletonne », soupire, dépité, le chef de file des sérateurs macronistes, François Patriat. A chaque fois, la ministre répond, livrant quantité de détails, ne faisant qu'alimenter son procès. Le 23 janvier, un rapport parlementaire met au jour la confortable rémunération (500 000 euros brut par an) qu'elle a touchée à la tête de la Fédération française de tennis, entre 2021 et 2022. Un travail qu'elle jugeait, lors de son audition à l'Assemblée, le 18 novembre 2023, « pas bien payé » au regard du « volume d'heures que, chaque semaine, je m'enfourme ».

## « C'est une bosseuse »

« Amélie a un côté "no filter" qui la dessert. Mais ses maladresses sont vénielles, la défend Philippe Marnière, l'ex-patron de l'Institut Montaigne, qui la connaît bien. Ce qui compte, c'est le fond des dossiers. Et Amélie, c'est une bosseuse. Elle n'a pas volé sa position sociale. Elle ne navigue pas de Courchevel à Saint-Tropez, elle ne fait que bosser. »

Epouse de l'ancien PDG de la Société générale, Frédéric Oudéa, celle qui fut camarade de promotion de Emmanuel Macron à l'ENA propose, dès 2016, ses services au chef de l'Etat. Mais elle patiente jusqu'en mai 2022 pour prendre la tête du ministère des sports. Elle s'y distingue par son souci du détail, capable de donner à Emmanuel Macron, en marge



d'un conseil des ministres, le nombre de bières consommées par les supporters un soir de match de coupe du monde de rugby, à l'automne 2023.

« *Amélie, c'est comme si Kylian Mbappé avait fait polytechnique* », salue Gaspard Gantzer, l'ancien communicant de François Hollande, qui a fait l'ENA avec elle. L'éducation nationale, dont la responsabilité lui échoit, la propulse soudain en première division. Trop pour une ministre issue de la société civile? « *Elle n'habite pas les habits de ministre* », tranche Sophie Vénéitay, alors qu'à l'Élysée, on attend de voir si elle aura « *la capacité d'agir* ». Sans doute aura-t-elle des renforts, d'ici à la fin du mois de janvier, lorsque seront désignés les ministres délégués et les secrétaires d'Etat complétant l'actuel gouvernement. ■

CLAIRE GATINOIS

**Matignon observe ses déplacements afin de jauger l'ampleur des potentiels troubles causés par ses faux pas**

